



Observatoire de la pensée arabe

Un nouveau paradigme pour lire les révoltes arabes

Par Hicham Jafaar

L'auteur

Hisham Jaafar est un chercheur et journaliste égyptien, directeur de la fondation non-gouvernementale *Mada pour le développement des médias*.

Texte traduit de l'arabe par : **Claire Talon**.

En 1989, Abdel Wahab el-Messiri, dont je suivais l'enseignement, m'a offert son livre *L'intifada palestinienne et la crise du sionisme : étude sur les perceptions et la dignité*¹. Pour plusieurs raisons, cet ouvrage a joué un grand rôle dans ma formation intellectuelle, notamment parce qu'il propose une méthodologie nouvelle pour analyser les événements et les réalités [sociales] qui permet à El-Messiri de mettre en avant des éléments négligés par les autres observateurs. À la faveur de son approche, la question principale devint la suivante : les théories et les concepts utilisés [pour étudier les mouvements arabes de révolte] permettent-ils véritablement de mieux comprendre des phénomènes humains aussi complexes et imbriqués ? Dans son sillage, j'ai écrit en février 2012 un article intitulé *La révolution égyptienne et les nouveaux médias : lecture d'un modèle méthodologique*² qui commençait ainsi : « Beaucoup affirment que la spécificité des printemps arabes est d'être des révolutions dites *des nouveaux médias*. Une telle expression repose sur l'idée implicite que ces révolutions ont bénéficié des opportunités rendues possibles par ces nouveaux moyens de communication. Le problème de cette représentation est qu'elle envisage les nouveaux médias comme des outils de mobilisation, de prise de conscience ou de création de réseaux mais pas comme l'expression d'un modèle cognitif nouveau qui aura des implications sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire ».

L'approche que je propose ici et à laquelle s'articulent la plupart de mes articles écrits depuis le mois d'avril 2020³, se fonde sur la nécessité d'une compréhension plus profonde des printemps arabes, de leurs répercussions et des problèmes qu'ils soulèvent. Faute d'un tel effort de compréhension et d'explication, faute d'un travail pour formaliser cette réflexion dans des projets qui permettront de reconstruire des États en crise, la perception que les acteurs internationaux ont de la région sera toujours régie par un même souci : celui de limiter les « conséquences néfastes » des problèmes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sur les autres régions du monde. Soit, dit au passage : une préoccupation très éloignée de celle des citoyens arabes qui considèrent dans leur majorité, selon les sondages d'opinion, le printemps arabe comme positif malgré les difficultés qu'il rencontre. Les résultats du *Baromètre de l'opinion publique arabe 2019-2020*⁴ ont ainsi montré que la majorité de l'opinion publique arabe (près de 58 % des sondés) considère encore ces révolutions comme un phénomène positif, contre près de 28 % des interviewés, qui l'envisagent comme un phénomène négatif.

Je défends ainsi l'idée qu'un nouveau récit des révoltes du printemps arabe est possible, qui prend acte de la fin des formules [politiques] qui ont dominé le vingtième siècle et, au premier chef : celles qui ont présidé à la construction des États post-indépendance et des mouvements politiques islamistes et laïcs qui se sont adossés aux idéologies totalitaires. Je soutiens aussi que nous sommes aujourd'hui en train d'inventer de nouveaux dispositifs pas encore formalisés. Bien que la base sociale qui a fait naître et qui défend ces nouveaux dispositifs manque encore de solidité, les nouveaux cadres de pensée et les valeurs que les mouvements de contestation promeuvent sont devenus un phénomène culturel de fond. Ce qui apparaît aussi de manière sensible, c'est l'incapacité des mouvements sociaux ou des « non-mouvements sociaux », quelles que soient leur ampleur et leur durabilité, y compris quand ils parviennent à avancer des demandes précises, à réaliser pour l'instant les changements auxquels ils aspirent⁵.

1. Abdel Wahab EL-MESSIRI, *L'intifada palestinienne et la crise du sionisme : étude sur les perceptions et la dignité* (en arabe), [Le Caire] : éd. Maktabet Al Assra, 2000.

2. Hicham Jafaar, *La révolution égyptienne et les nouveaux médias : lecture d'un modèle méthodologique* (en arabe), *Al Shorouk*, 4 février 2012. Consultable sur : <<https://www.shorouknews.com/columns/view.aspx?cdate=04022012&id=e9b0a301-fab6-4025-b026-64793bbdda9c>>

3. Ceux-ci feront bientôt l'objet d'une publication sous forme d'ouvrage.

4. *The Arab Opinion Index 2019-2020* (« Baromètre de l'opinion publique arabe 2019-2020 »), Doha, ACRPS, novembre 2020, consultable en anglais sur : <<http://arabcenterdc.org/survey/the-2019-2020-arab-opinion-index-main-results-in-brief/>>

5. L'appellation de « non-mouvements sociaux » a été avancée par le sociologue Asef Bayat, notamment dans son

Certains cherchent à faire des printemps arabes la cause de l'instabilité et de l'aggravation des conflits dans cette région du monde : selon eux, ces révoltes ont miné la stabilité politique et économique de plusieurs pays et déclenché à l'heure actuelle trois guerres civiles, provoquant la fuite de dix millions de réfugiés, la plupart en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Turquie. Un tel débat omet deux considérations importantes :

- **Il est nécessaire de distinguer la nature du printemps arabe et l'incapacité des acteurs à gérer les impératifs propres aux périodes transitionnelles, d'une part.**

Le printemps arabe, dans ses deux vagues, consiste en un soulèvement des peuples, au premier rang desquels se trouve une jeunesse avide de liberté, de justice sociale et désireuse d'un gouvernement éclairé. Il constitue une protestation contre la corruption et l'inégale distribution des richesses⁶. De mon point de vue, le printemps arabe est l'expression d'une évolution historique régionale qui annonce la fin des formules politiques, culturelles et sociales traditionnelles et la recherche d'un renouveau qui ne s'est pas encore concrétisé. Il annonce la fin d'une époque et le début d'une ère nouvelle, et la région vit aujourd'hui une phase de transition entre deux époques, dont l'une s'achève et l'autre n'est pas encore établie. Une période de « vacance du trône » pour reprendre l'expression de Zygmunt Bauman dans son livre *Modernité et Holocauste*⁷.

Quant aux échecs enregistrés dans la gestion des périodes transitionnelles, c'est un fait et non une critique : il concerne toutes les parties en présence. Les forces porteuses de changement n'ont pas perçu la nature spécifique du moment de transition, elles ne se sont pas appliquées à construire des coalitions et à y faire face avec patience. Réussir le chemin post-révolutionnaire n'est jamais chose certaine et l'un des facteurs qui déterminent entre autres la réussite d'une révolution et de ses buts est la façon dont se comportent les élites en faveur d'un changement et les forces de la contre-révolution — aux niveaux national et régional — dont les intérêts étroits à court terme enflamment toujours les conflits de toutes parts.

Une lecture historique des révoltes des printemps arabes pousse à voir dans cette étape une reconfiguration décisive de l'histoire régionale : l'histoire passée a mené à l'explosion et n'est pas encore capable de proposer des réponses aux défis posés par les sociétés et les États, cependant que la nouvelle n'a pas encore pris forme. Le moment actuel contient en puissance ce qui adviendra dans le futur et notre capacité à prendre le chemin de la stabilité dépend de celle des acteurs sociaux à saisir les composantes de ce moment. Car il est certain que les projets du passé n'étaient pas seulement des productions et des expressions passagères du « Pouvoir » telles que l'entend Michel Foucault. Ils ont façonné la vie et la nature-même de la société, ils constituent un discours et une pratique qui ont conditionné les représentations et l'imaginaire politique, social et économique, l'appréhension de la vie et de l'État et modelé des us et coutumes, des institutions, un langage, une perception de la société et de ses membres, des représentations de soi et de l'autre qui s'expriment dans des lois, des appareils législatifs, des constitutions et des rapports de production.

- **D'autre part, la seconde aporie [qui mine l'argument catastrophiste selon lequel le printemps arabe serait un facteur d'instabilité et de guerre] est liée au refus de reconnaître la spécificité des périodes transitionnelles.**

Ces dernières sont généralement dominées par les inquiétudes et les peurs davantage que par le sens des réalités, et sont par conséquent marquées par l'incapacité des acteurs à dépasser

ouvrage : *Revolution without Revolutionaries: Making Sense of the Arab Spring*, Stanford University Press, 2017, 312 p.

6. *Le baromètre de l'opinion publique arabe 2019-2020* a apporté sur ce point des preuves concrètes, *op. cit.*

7. Zygmunt BAUMAN, *Modernité et Holocauste*, traduit de l'anglais par Paule Guivarch, Paris, La Fabrique éditions, 2002, 285 p.

momentanément les clivages ou à rompre avec les pratiques politiques précédentes. Ce qui caractérise les périodes transitionnelles, c'est la résurgence des contradictions passées sous silence et l'exacerbation des particularismes partisans, locaux, ethniques, langagiers, sectaires, doctrinaux et religieux, sans compter les revendications économiques et sociales. En l'absence d'approches ou de propositions nouvelles pour traiter ces contradictions, instaurer une stabilité sera mission impossible. Les périodes transitionnelles se caractérisent aussi par une résurgence de la question de l'identité nationale, et les études s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas de transition réussie vers la démocratie sans accord sur une identité nationale inclusive. Si je suis convaincu que les révoltes démocratiques arabes contribueront à l'affirmation d'une identité nationale comme c'est le cas au Liban ou en Irak, il nous faut cependant rester vigilants quant à l'exploitation des affrontements identitaires au service du conflit politique et quant aux tentatives de certains sous-groupes identitaires de dominer la scène politique au nom d'intérêts particuliers et au détriment de la construction d'une identité nationale. Il convient, par-dessus tout, de sensibiliser aux projets ambivalents qui provoquent l'enthousiasme de certaines parties et l'inquiétude des autres, à l'instar du projet islamique, du projet néo-ottoman du président Erdogan ou encore du croissant chiite.

Dans les périodes transitionnelles, l'inquiétude domine l'ensemble des parties en présence. Pour cette raison, le pouvoir ne peut s'exercer par la force, mais seulement avec le consentement de la population. Cette période nécessite toujours des politiques et des discours rassurants susceptibles de contrer les sentiments d'insécurité quant aux intérêts des États et des groupes sociaux, identitaires, des forces politiques et des partis les plus faibles.

Le moment transitionnel arabe est marqué par le fait que l'État est devenu un objet d'interrogation, au sens où l'enjeu est de le construire tout en le repensant. Le défi principal auquel est confrontée la communauté nationale dans chaque pays arabe est de mettre en œuvre une transformation démocratique à caractère profondément social. L'une des conditions d'un tel succès est de reconstruire l'État en établissant des règles nouvelles. La formule de l'État post-indépendance est morte. La notion même d'État s'est effritée dans l'imaginaire du citoyen arabe. Son capital historique, acquis dans certains pays au cours du siècle précédent s'est épuisé, y compris quand il a donné lieu à la création d'institutions bien enracinées qui ont permis à l'État de mener à bien l'exercice de ses fonctions indépendamment des orientations du régime politique. En sorte que nous nous trouvons aujourd'hui face à un dilemme qui touche tous les États arabes : la continuité de l'État est suspendue à la continuité du régime politique au pouvoir dans un contexte de dissolution des entités étatiques nationales au profit de leurs composantes primaires (communautaires, tribales, ethniques, partisans et religieuses).

Leçons et spécificités des révoltes arabes

1. Un individu présente trois grandes caractéristiques complémentaires : on ne peut prévoir ses comportements ; la complexité des motifs et des raisons qui le poussent à agir ne peuvent s'expliquer exclusivement de manière matérielle, sans que l'on doive toutefois négliger ces derniers motifs. Enfin les dimensions personnelles sont profondément entremêlées à la spécificité du contexte que porte en lui chaque individu.
2. Les révoltes arabes, dans leurs deux vagues, ont prouvé qu'elles étaient imprévisibles, que ce soit de la part des experts de la région ou des professionnels des organisations internationales, des acteurs internationaux, régionaux ou même des dirigeants des pays arabes et des chefs des oppositions.

J'argue ici que le *hirak* arabe défie les modèles selon lesquels tous ces observateurs ont fondé leur

vision des peuples arabes. Je pourrais le prouver de nombreuses façons mais je me contenterai d'en donner trois exemples : Hosni Moubarak et Muammar Qaddafi n'ont compris qu'après la révolution tunisienne que ce serait ensuite le tour de leurs pays. Quant à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, qui avaient appuyé le développement économique mis en œuvre par les régimes de Ben Ali et de Moubarak, les révoltes arabes ont constitué pour ces deux institutions un choc qui les a poussées par la suite à revoir les concepts qu'elles utilisaient pour analyser les réalités arabes et à développer des approches nouvelles qui tiennent compte d'indices différents pour envisager cette réalité (cf. par exemple le rapport de la Banque mondiale sur les conséquences économiques du printemps arabe⁸). Les États-Unis et l'Europe ont eux aussi été surpris de ce qui se passait, au point que cette incompréhension a entravé la prise de décision et qu'ils ne purent adopter une position qu'après coup (cf. Les mémoires d'Obama sur la révolution égyptienne⁹).

3. La complexité propre au XXI^e siècle, qui implique l'intrication de nombreux facteurs – matériels et éthiques – et l'intensification des communications au sein d'une dynamique continue où changement subi et agi se succèdent de manière ininterrompue, rendent possible le fait qu'un individu ou un petit groupe puissent influencer l'ensemble du système à une vitesse foudroyante.

Il y a ici un point qui mérite discussion : plusieurs éléments ont été avancés pour expliquer le déclenchement du printemps arabe, que certains ont attribué au développement du projet néolibéral et à ses implications sur certains groupes sociaux du fait de la modification du contrat social qu'il induit. D'autres chercheurs ont mis l'accent sur les modifications de l'urbanisme des villes arabes, soulignant l'augmentation de la population des bidonvilles et ses conséquences sur la nature ainsi que sur la forme de la contestation. D'autres encore, ont mis en avant la crise de l'État dans le monde arabe pour expliquer ces révoltes. Il me semble qu'il convient de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs dans leur synergie, synergie notamment rendue possible par les nouveaux moyens de communication. Le défi est alors le suivant : comment saisir ces multiples facteurs dans leur interaction les uns avec les autres et l'imbrication de leurs impacts, d'où découle la capacité d'un seul individu à influencer l'ensemble d'un mouvement visant à un changement de régime. En plus de la difficulté qu'il y a à prévoir ce changement, cumulée au mouvement perpétuel des phénomènes, n'importe quel événement, qu'il soit grand ou petit, met au jour un mélange hautement complexe d'influences, de motifs et de conséquences, liés les uns aux autres et interdépendants.

4. Les particularités des acteurs et les différences des contextes dans lesquelles ils s'inscrivent donnent aux phénomènes, même s'ils se ressemblent dans leurs motifs et leurs formes, des spécificités et des différences dans les expériences et les chemins empruntés. Les processus historiques de construction des États et de constitution des sociétés, ainsi que les contraintes de la géopolitique, font partie des nombreux déterminants qui dessinent le cours des processus de révolte d'un pays à l'autre, sans que cela signifie qu'il n'existe pas de points communs et de leçons à partager à l'échelle régionale ou mondiale.

De l'idéologie identitaire aux discours sur la qualité de vie

Les demandes liées à la qualité de la vie et à la dignité ont pris le pas sur les idéologies de l'identité. Je ne nie pas que les questions identitaires soient encore utilisées pour mobiliser de nombreuses

8. Voir : Elena IANCHOVICHINA, *Eruptions of Popular Anger : The Economics of the Arab Spring and Its Aftermath*, Mena Development Report, World Bank Group, 2018, 177 p. Consultable sur : <<http://documents1.worldbank.org/curated/en/251971512654536291/pdf/121942-REVISED-Eruptions-of-Popular-Anger-preliminary-rev.pdf>>

9. Voir : Barack OBAMA, *Une terre promise*, Paris, éd. Fayard, 2020. 890 p.

parties en présence et qu'elles l'ont été au cours des deux vagues du printemps arabe, mais elles ont été un instrument pour réaliser des gains politiques et électoraux, ou pour couvrir d'autres affaires ou s'assurer du soutien d'une base électorale. Ce qui est remarquable, c'est que les mouvements de protestation offrent de nombreux exemples de pays qui ont vu les bases sociales et organisationnelles des mouvements politiques dépasser les positions de leurs leaders. Quand ces partis ont rejoint rapidement les mouvements de protestation, ce n'était pas du fait de leurs leaders, qui ne se sont joints aux révoltes qu'après avoir d'abord refusé d'y participer. Cela s'est produit au Liban, en Algérie et en Irak en 2019 comme cela s'était produit en Égypte, au Yémen et au Maghreb en 2011.

Par ailleurs, il n'est plus question aujourd'hui de discuter les références idéologiques et les cadres intellectuels [des partis] mais de proposer des politiques publiques et des programmes détaillés de nature à traiter les problèmes réels des gens et de répondre à leurs questions. La politique tourne désormais autour de la qualité de vie des gens et d'un mouvement qui va du particulier au général, du privé au public.

Un dernier point à discuter ici : le pluralisme dans ses quatre composantes idéologiques (nationaliste, libérale, islamiste et de gauche), devenu une réalité dans de nombreux domaines et dans le champ politique en particulier, articule-t-il des politiques publiques diverses porteuses de visions sociales claires, ou bien certaines expériences prouvent-elles que ces idéologies sont incapables de proposer de telles politiques publiques ? La souffrance continue des populations et le recul des partis politiques à chaque épreuve électorale me poussent à penser que la seconde hypothèse est la plus vraisemblable. Pour résumer : la priorité du citoyen arabe aujourd'hui concerne les questions socio-économiques et non pas les controverses identitaires. Le rôle des intellectuels devrait être de proposer des solutions à des problèmes réels à travers des politiques publiques et pas de s'en tenir à leurs postulats théoriques. De proposer ces solutions à un niveau politique à travers les autorités publiques et non pas par l'entremise des seuls instruments propres aux sociétés civiles, aux prédicateurs ou aux acteurs culturels.

Le nouveau modèle cognitif qui découle de l'usage des réseaux sociaux aide à comprendre les multiples aspects des phénomènes, de la liberté ainsi que des valeurs qu'elle recouvre : les informations et les communiqués sont devenus démocratiques grâce à la capacité acquise par un nombre illimité d'individus et de groupes à produire, diffuser et modérer du contenu plus que tout pouvoir central ou toute institution, dont les États. Nous sommes ici face à l'absence d'un centre ou d'un pouvoir au sens large, de référence, d'absolu. Cela implique la fin de l'idée même de discours légitime, de « mot de la fin », et une évolution vers l'idée d'une parole relative dont la pertinence est liée à des circonstances temporelles, spatiales et sociales spécifiques. Un fort relativisme en paroles et en actes domine l'ensemble du modèle communicationnel proposé par les réseaux sociaux, la fluidité des contenus impliquant par ailleurs un certain manque de profondeur culturelle et cognitif, la circulation des informations ne produisant pas nécessairement du savoir.

L'absence de centralisation et le refus de l'autoritarisme ont produit des « révolutions sans leaders¹⁰ », selon l'expression de Carne Ross, ou encore un leadership non organique ou anarchique pour reprendre l'expression d'El-Messiri à propos de la première intifada palestinienne en 1987. Il convient ici de souligner que le pouvoir patriarcal est sapé par les jeunes hommes et les jeunes femmes qui ont pris part à ces soulèvements, et c'est précisément ce que les élites au pouvoir, derniers bastions de ce pouvoir paternaliste, ont été incapables de comprendre à ce jour (le slogan le plus célèbre du mouvement de révolte libanais ne dit-il pas « Tous, ça veut dire tous » ?).

L'autorité du père de famille est sapée par une conjonction de facteurs sociaux et économiques qu'il n'est pas besoin de détailler ici, de même que l'autorité du professeur de l'institution éducative, celle du cheikh, du prêtre et des institutions religieuses, et celle des appareils d'État arabes. Notre

10. Carne ROSS, *The Leaderless Revolution: How Ordinary People Will Take Power and Change Politics in the 21st*, Blue Rider Press, 2012, 272 p.

génération, celle des années 1980, est la dernière à avoir connu l'autorité de ces appareils, à avoir appris dans leurs écoles, à être sortis de leurs universités, et à avoir travaillé dans certaines de leurs institutions, mais les générations suivantes ont aboli pour elles-mêmes toutes ces autorités. La chute de la tête du système a constitué à cet égard la chute du dernier symbole de l'autorité patriarcale dans ces sociétés et c'est ce qui explique que le discours patriarcal avec lequel les régimes ont tenté de récupérer ces jeunes gens n'a pas fonctionné.

Le trait principal sur lequel il faut se concentrer ici est que nous assistons à une reformulation, une reconfiguration de la relation du citoyen dans le monde arabe avec les grands thèmes de sa vie : la patrie, la famille, la religion, le genre, l'ethnicité et tout ce qui est pensé comme tabou [...].

Le pluralisme apparaît comme une valeur centrale au cœur de ces phénomènes. La mise en réseau des interactions augmente la visibilité du local, du partisan, de l'ethnique, du religieux, etc. Cela représente un important défi pour l'État nationaliste. L'État post-indépendance suppose en effet l'homogénéité [du corps social], alors que la mise en réseau implique la diversité et le pluralisme. Une forte tendance individualiste est également indissociable des deux tendances à la liberté et au pluralisme. L'individu, sur les réseaux sociaux, augmente son importance en produisant des contenus, en les diffusant et en interagissant à leur propos, au contraire de l'institution [médiatique] professionnelle qui se distinguait par la production autonome de contenu. L'espace d'expression de l'individu sur lui-même a augmenté, l'agence de presse a perdu son importance dans le domaine politique, et les individus se sont réapproprié l'autorité d'évaluer eux-mêmes les choses. Or, chaque fois que nous nous approchons de la gestion de nos affaires par nous-mêmes, nous accédons à une forme de satisfaction et d'accomplissement et aussi, sans doute, à une forme de sens, raison pour laquelle le sens incarné par les slogans des révoltes arabes est plus important que tout. Le modèle arabe de la révolte a été créatif quand il a vu que la restauration du sens (celui de la dignité, de la patrie, de la justice et de la liberté), était indissociable et non pas séparée des choses essentielles comme le pain, le logement, la santé.

D'autre part, le défi posé aux révoltes arabes réside dans leur capacité à faire émaner le pouvoir d'en bas et à l'élargir à une base populaire plus étendue. C'est ce dont elles ont été incapables jusqu'à présent.

En d'autres termes, les révoltes arabes redéfinissent la politique comme le droit des gens à gérer les différents aspects de leur vie comme ils l'entendent.

Il convient de relever, enfin, une présence féminine écrasante. Les femmes ont progressé dans les rangs de ces révoltes, dépassant le clivage traditionnel masculin/féminin qui domine la pensée féministe traditionnelle et les discours islamistes qui reposent sur une séparation des sexes en se basant sur des interprétations conservatrices du texte religieux. Les femmes ont dépassé ces pratiques pour investir les horizons de la citoyenneté et ne s'approprient plus dans la sphère publique à travers un prisme binaire masculin/féminin, mais à partir de cette nouvelle « entrée » qu'est la citoyenneté. La femme n'est plus seulement en soutien, en appui : elle est active, agente [du changement] et participante à part entière : elle s'est muée en citoyenne à la citoyenneté pleine et entière. Cette nouvelle approche, initiée par les révolutions, aura des répercussions sur la présence des femmes dans l'espace public notamment parce que cette vision nouvelle est appuyée par un autre développement faisant que les questions liées aux femmes ne sont plus perçues d'un point de vue étroitement féministe, mais dans leur relation aux autres affaires publiques, ce qui est de nature à élargir la base sociale du soutien dont elles bénéficient.